

# ACTION URGENTE

## ANGOLA. DES MILITANTS SONT LA CIBLE D'ACTES DE HARCÈLEMENT ET D'INTIMIDATION

Les membres de l'organisation non gouvernementale Mission de bienfaisance agricole de Kubango, Inclusion, Technologies et Environnement (MBAKITA) sont la cible d'actes de harcèlement et d'intimidation, notamment de menaces de mort et d'attaques, dans la province de Cuando-Cubango, dans le sud de l'Angola, parce qu'ils œuvrent à défendre et promouvoir les droits des membres de minorités ethniques dans le sud du pays.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

*Francisco Manuel Monteiro de Queiroz*  
Ministre de la Justice et des Droits humains  
Rua 17 de Setembro  
Luanda, Angola  
Courriel : [gsedhc.mjdj.angola@gmail.com](mailto:gsedhc.mjdj.angola@gmail.com)

Monsieur le Ministre,

Je souhaite vous faire part de mon inquiétude quant au fait que les membres de l'organisation non gouvernementale **MBAKITA** sont de plus en plus la cible d'actes d'intimidation, de menaces de mort et d'attaques. Je pense que ces actes sont menés dans le but d'empêcher les membres de MBAKITA de faire leur travail en faveur de la défense et de la promotion des droits des minorités ethniques et de dénoncer la corruption dans la région.

Des hommes armés non identifiés sont entrés par effraction dans la maison de Pascoal Baptistiny, directeur de MBAKITA, les 17 et 23 avril, ainsi que les 11, 12 et 13 mai. Ils sont entrés dans sa maison, ont ligoté les mains des deux gardes de sécurité et ont pris divers équipements électroniques, dont trois ordinateurs, une caméra vidéo, des cartes mémoire et des téléphones portables. Ce sont les derniers incidents d'une série d'attaques dont Pascoal Baptistiny et les militants de MBAKITA sont victimes depuis quelques années.

Les militants de MBAKITA reçoivent régulièrement des menaces de mort anonymes et des appels téléphoniques d'intimidation, des messages comme ceux-ci : « Nous connaissons M. Pascoal... Si vous continuez de rendre compte de la situation du peuple San, vous et votre famille pourraient bien disparaître. » « On va faire une descente dans votre bureau, et vous ne pourrez rien y faire, alors ne perdez pas votre temps à aller voir la police. » « Arrêtez ça, ou vous mourrez, vous et votre famille. » « La communauté indigène n'a pas besoin d'un sauveur ». Craignant de nouvelles représailles, 17 militants de MBAKITA ont cessé de travailler pour l'organisation en avril 2020. Le 11 mai, Pascoal Baptistiny a reçu 15 appels téléphoniques d'intimidation.

MBAKITA a déposé plusieurs plaintes au poste de police de Menongue concernant des menaces de mort, des actes de harcèlement et d'intimidation en 2018, 2019 et 2020. Cependant, aucune mesure n'a été prise jusqu'à présent pour assurer leur protection ni enquêter sur ces agissements, et les auteurs jouissent d'une impunité totale.

À la lumière de ce qui précède, je vous prie instamment de :

- prendre toutes les mesures appropriées afin que Pascoal Baptistiny et les militants de MBAKITA bénéficient d'une protection adéquate, dans le respect de leurs souhaits et en consultation avec eux, afin qu'ils puissent continuer de travailler librement, sans craindre de représailles ;
- mener dans les meilleurs délais une enquête approfondie, indépendante et impartiale sur les attaques, les menaces de mort et les actes d'intimidation visant Pascoal Baptistiny et les militants de MBAKITA ;
- garantir un environnement sûr et porteur aux défenseurs-e-s des droits humains, leur permettant de poursuivre pacifiquement leur travail en faveur de ces droits.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération,

## COMPLÉMENT D'INFORMATION

L'ONG MBAKITA se consacre depuis 2002 à défendre les droits du peuple San et des communautés traditionnelles dans les provinces du sud de l'Angola. Depuis 2018, les membres de MBAKITA sont de plus en plus la cible d'actes d'intimidation, de harcèlement, de torture, de disparitions forcées et même d'homicides dans des circonstances suspectes. Les responsables de ces agissements jouissent d'une impunité totale. À ce jour, les autorités n'ont toujours pas mené d'enquête en bonne et due forme sur ces menaces et attaques, et personne n'a eu à en répondre.

Le 16 avril, Pascoal Baptistiny a reçu un appel anonyme qui disait : « Nous connaissons le véhicule qui se rend dans les villages, et nous te couperons les jambes. » Ce soir-là, le véhicule de l'ONG a été vandalisé, empêchant ainsi les membres de MBAKITA de se rendre dans les communautés.

Le 17 avril, vers 13h30, trois hommes armés, portant des masques, sont entrés par effraction au domicile de Pascoal Baptistiny. Ils ont immobilisé les deux gardiens chargés de la sécurité du lieu, sont entrés dans la maison et ont emporté deux ordinateurs, une caméra vidéo, des cartes mémoire et des téléphones portables.

Dans la nuit du 23 avril, des hommes non identifiés sont de nouveau entrés par effraction chez lui, ont cassé les projecteurs à l'extérieur du bâtiment, immobilisé les gardiens et volé un ordinateur.

Dans la nuit du 12 mai, deux hommes non identifiés ont tenté de s'introduire à son domicile. La nuit précédente, deux inconnus avaient déjà tenté de s'introduire chez lui, mais les gardiens avaient pu empêcher les deux hommes d'entrer à l'intérieur. Pascoal Baptistiny avait appelé la police, qui était arrivée au bout de deux heures.

Nous craignons que cette série d'attaques visant Pascoal Baptistiny et les membres de MBAKITA ne soit liée à la publication d'Amnesty International, le 15 avril, relatant l'agression par la police de neuf membres de MBAKITA et leur détention arbitraire le 2 avril, dans le cadre de la campagne de prévention de COVID-19 menée dans le Cuando-Cubango.

Ces événements récents s'inscrivent dans le cadre d'une politique de harcèlement et d'intimidation visant les membres de MBAKITA dans la province de Cuando-Cubango. Ces personnes, ainsi que leurs familles, sont menacées de mort et agressées physiquement. Craignant pour la sécurité des familles, MBAKITA a décidé de ne pas dénoncer publiquement ces faits.

L'Église catholique fait également l'objet d'un harcèlement croissant en raison de son travail en faveur des droits humains. Dans la nuit du 28 avril, trois inconnus sont entrés par effraction dans les locaux de Radio Eclésia, une station de radio de l'Église catholique, et ont saccagé le matériel de diffusion. Radio Eclésia n'a pas pu diffuser ses programmes d'information indépendante entre le 29 et le 30 avril.

Le 11 avril, des agents de la police nationale ont arrêté sans mandat le père Júlio Alberto Carlos, du diocèse de Menongue, à son domicile de Centro Pastoral Cristo Rei, dans la ville de Menongue. Le père Júlio Alberto Carlos s'exprime haut et fort en faveur du respect et de la protection des droits du peuple San. Le juge du tribunal de Menongue l'a condamné de manière sommaire ; il a ensuite été relâché après s'être acquitté d'une amende.

**LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS :** anglais, portugais  
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

**MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE :** [24 juin 2020]  
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

**PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER :** MBAKITA (les membres de l'ONG)